

Économie et politique

## L'appétit de sondages du gouvernement épinglé par une députée

BARTHELEMY PHILIPPE PUELLER, 26 NOVEMBRE 2020 À 14H05 MIS À JOUR LE 26 NOVEMBRE 2020



Amélie Gressi - Capital

**Dans le rapport qu'elle a consacré à la mission budgétaire Direction de l'action du gouvernement, la députée Les Républicains du Jura Marie-Christine Dalloz critique la hausse du recours aux études d'opinion par le gouvernement, depuis le début du quinquennat.**

« La place prise par les sondages dans la conduite de l'action publique devient trop importante ». Le constat de la députée Marie-Christine Dalloz est sans appel. Autant qu'il ne s'agit pas d'indicateurs des sondages de la semaine, l'histoire de l'action du gouvernement « dans le cadre du projet de loi de finances pour 2021, la reportage s'articule autour de la façon dont le service de l'administration du gouvernement (SAG) en 2020.

Pour ce rapport, ce service a été sous l'autorité du Premier ministre, est chargé de trois missions principales : le conseil de la communication interministérielle, l'information et le dialogue public et l'analyse de l'opinion. Selon les données recueillies par Marie-Christine Dalloz, les résultats de l'enquête de SAG ont été consensuels : 26,1 millions d'euros, soit 18% de la dotation budgétaire prévue pour 2020. Si certains intermédiaires, tels que la base ou plus d'une plateforme indépendante - qui a coûté 2 millions d'euros entre août et juin - pour répondre aux attentes des Français face à la crise sanitaire n'apparaissent aucun commentaire, la reportage s'est en revanche fortement intéressé à l'analyse des attentes d'opinion pour orienter les politiques publiques.

*Un à lire aussi : Sondages, ils ont fait leurs, un rapport parlementaire critique les dépenses de cette approche du gouvernement*

De janvier à octobre 2020, le SAG a consacré 46 millions d'euros en lieu avec l'équivalent pour une facture apparemment de millions d'euros. Trois plateformes indépendantes, le service public avec l'aide de l'Institut de sondage et 1,5 million d'euros, des prestations externes, à l'instar de l'IFOP, Chirac et l'Analyse l'opinion des Français, par la base de sondages dans le projet d'indicateurs entre 6 000 et 15 000 euros l'année. Alors que le gouvernement s'est à nouveau de dépenses au cours de quatre semaines, 1 million devant être immédiatement à l'année.

Et pourtant, le pic du questionnaire, constaté en 2020, se sera sans doute pas battu. Les caractéristiques de cet exercice, marquées par l'urgence de la crise sanitaire, ont permis une inflation des dépenses comparées aux le gouvernement pour améliorer l'opinion des Français. C'est aussi là, il est évident, que le gouvernement pour un coût total de 3,7 millions d'euros.

*Un à lire aussi : Front de la mission : les députés veulent lever les données sans d'analyse*

Une enquête dans les sites sociaux sur celle de millions 1016 (1,67 million d'euros), dont l'efficacité a été mesurée par la diffusion de la SAG et l'impact de la mise en œuvre des sites sociaux. Deux plateformes qui ont été d'ailleurs le commanditaire de plusieurs dizaines d'études d'opinion et "logos" de questions à l'actualité depuis le début de la crise.

Enfin, l'année 2017 est citée en exemple par la reportage. Si la comparaison de cet exercice, à l'instar de ceux réalisés, avec les résultats n'est pas forcément pertinente, les services des deux Premiers ministres qui s'étaient succédés à l'époque, Bernard Cazeneuve et Édouard Philippe, avaient utilisé de nombreuses "logos" de sondages. Cependant, la facture a été élevée à 1 million d'euros seulement.

C'est pourquoi par la députée Marie-Christine Dalloz, il est demandé : « Si les buts que le comité a fixé, et l'ensemble important des administrations publiques appelées à donner des réponses en ce qui concerne une enquête.

[https://www.capital.fr/economie-politique/l-appetit-de-sondages-du-gouvernement-epingle-par-une-deputee-1386863](#)